

XX^e Congrès du Parti communiste chinois : le point de bascule

lundi 24 octobre 2022, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2022).

Le XX^e congrès du Parti communiste chinois représente très symboliquement un point de bascule : la rupture annoncée avec l'ordre politique instauré au tournant des années 1980-1990 sous l'égide de Deng Xiaoping est maintenant consommée. Xi Jinping s'est octroyé un pouvoir personnel sans précédent dans l'histoire de la Chine contemporaine.

Sommaire

- [Le monolithisme interne](#)
- [Les hommes liges](#)
- [L'intronisation constitutionne](#)
- [Masculinisme](#)
- [Restent les problèmes](#)
- [Les conflits interimpérialiste](#)

Le point de bascule s'entend dans un sens plus général aussi. Sous ses précédents mandats, la Chine de Xi Jinping a bénéficié de conditions exceptionnellement favorables à sa croissance et à son expansion internationale, jusqu'à devenir la deuxième puissance mondiale, très loin devant la Russie. Cela change. Elle était au cœur de la mondialisation marchande qui patine aujourd'hui et ne se remet pas du coup porté par la pandémie Covid-19. Inflation hors contrôle et instabilité financière font craindre une récession généralisée. Les Etats-Unis sont de retour en Asie-Pacifique après une longue période d'impotence dans cette région. Le conflit interimpérialiste s'aiguise sur tous les terrains, dont celui de la haute technologie (les semi-conducteurs). Dans ce contexte, les tensions intérieures deviennent de plus en plus difficiles à gérer...

Rien n'indique, au sortir du XX^e congrès, que Xi Jinping a pris la mesure des problèmes, tout occupé qu'il est à consolider son emprise sur l'Etat. La capacité du pouvoir à piloter le développement économique a longtemps représenté un atout important dans l'envol de la Chine. Cependant, le nouveau régime politique façonné par Xi risque dorénavant de s'avérer un dangereux handicap.

Le monolithisme interne

Les réformes de Deng Xiaoping initiées dans les années 1980-1990 visaient à engager la Chine post-maoïste dans la voie capitaliste en assurant la « bourgeoisification » d'un pan de la bureaucratie et, d'autre part, en dotant le pays d'un régime politique stable, au profit des élites. Un fonctionnement collégial à chaque niveau de direction et le renouvellement régulier des organes dirigeants devaient, notamment, empêcher la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme.

Durant ses deux premiers mandats, Xi Jinping s'est employé à instaurer une gouvernance opposée point à point à celle que Deng avait promue [1]. Le XX^e congrès du PCC a été l'occasion de

parachever ce que l'on peut appeler une contre-révolution politique dans la Chine capitaliste. Xi entame son troisième mandat à la tête du PCC, alors qu'auparavant nul ne pouvait rester en poste plus de deux mandats de cinq ans successifs. Tout en plaçant ses proches à des postes clés, Deng se contentait d'être président de la commission militaire centrale. Xi est tout à la fois président de cette commission, secrétaire général du parti et président la République populaire.

Doté de sept membres, le comité permanent du bureau politique constitue le cœur du pouvoir au sein du PCC. Il devait traditionnellement intégrer un minimum de pluralisme fractionnel et le successeur désigné du secrétaire général. La question de la succession ne se pose pas, puisque Xi compte bien assurer d'autres mandats - il endosse aujourd'hui l'habit d'un triple Numéro 1 à vie.

Li Keqiang siégeait (sans peser) au comité permanent au titre de Premier ministre. Il n'est pas reconduit. Il est un proche de Hu Jintao, le précédent secrétaire général du PC - ce même Hu qui a été (apparemment sans son consentement) extirpé de la tribune par deux hommes en noir lors de la session de clôture du congrès - un spectacle assez étrange dans une cérémonie où tout est minutieusement réglé. Par ailleurs, Xi veut marginaliser dans la gouvernance du pays l'administration (une autre contre-réforme) que Li incarnait. La prééminence du parti était certes précédemment assurée, mais la pluralité des centres d'autorité donnait de la souplesse au système et permettait à la population de s'adresser à plus d'un interlocuteur.

L'autorité du parti doit être dorénavant exclusive.

Les principaux rivaux de Xi Jinping ont été priés de prendre leur retraite et ne sont pas reconduits au nouveau comité central de 205 membres, renouvelé à 65%. De coutume, l'âge limite d'élection à une direction du parti est fixé à 68 ans (Xi pour sa part en a 69 et s'apprête à vivre encore de très longues années à la tête du PC). Wang Yang (67 ans) a néanmoins été évincé bien qu'il soit président de la Conférence consultative politique du peuple chinois (un organe composé de « partis démocratiques », à savoir des fronts catégoriels du PCC, qui permet des échanges informels) ; pour les pékinologues, il était jugé trop libéral sur le plan économique.

Il faut cependant se garder de trop rationaliser les conflits fractionnels au sein de l'appareil du parti. Il s'agit souvent de luttes de pouvoir bien plus que d'orientation. Ou du moins il faut éviter de les élever à une confrontation entre « réformistes » (Li Keqiang, Wang Yang...) et « conservateurs », en attendant des premiers qu'ils combattent les seconds. Les espoirs placés en Deng Xiaoping pour qu'il démocratise le pays au profit de la population se sont révélés dramatiquement illusoire avec la répression sanglante des mouvements sociaux en 1989. Depuis cette date, trois blocs se sont constitués autour des secrétaires généraux Jiang Zemin, Hu Jintao et Xi Jinping. Aucun n'a jamais mis en cause la dictature du parti sur la société ni envisagé la possibilité qu'existe une opposition politique organisée, même si les deux premiers pouvaient tolérer des dissidences individuelles.

La particularité de Xi est d'avoir purgé les cliques ou fractions rivales, comme il a purgé l'armée et les services secrets. Le XX^e congrès a été l'occasion de parachever sa mainmise sur l'appareil du parti-Etat.

Les hommes liges



Li Qiang, Zhao Leji, Wang Huning, Cai Qi, Ding Xuexiang, Li Xi

La liste des sept nouveaux membres du comité permanent du Bureau politique montre à quel point la loyauté personnelle à Xi est ce qui compte avant tout pour gagner le saint des saints. Outre Xi Jinping, il comprend, dans l'ordre protocolaire :

Li Qiang (63 ans). Secrétaire du parti à Shanghai, une métropole qui a été le tremplin de bien des carrières nationales, il y accède pour la première fois. Particularité : c'est sous son autorité que la mise en œuvre particulièrement brutale et rigide de la politique Zéro Covid a eu des conséquences économiques désastreuses et a provoqué de fortes résistances populaires. Un incompetent notoire, mais qu'importe, il est un compagnon de route familier de Xi (il était avec lui en 2004-2007 dans la province du Zhejiang dont Xi était alors le patron).

Zhao Leji (65 ans). Une cheville ouvrière de l'Etat policier qui a mis ses pouvoirs au service de Xi. Il a été à la tête du principal organisme de surveillance anticorruption du parti, la Commission centrale d'inspection de la discipline et a dirigé le département de l'Organisation, qui supervise la nomination des hauts fonctionnaires.

Wang Huning (67 ans). Ancien universitaire, il est l'idéologue en chef de Xi Jinping, son conseiller en matière d'idéologie, de propagande et de politique internationale. Adeptes du « néo-autoritarisme », il préconise un Etat fort et centralisé pour contrer l'influence étrangère et s'oppose au principe de direction collective (défendue par Deng).

Cai Qi (66 ans). Secrétaire du parti à Pékin, son entrée au comité permanent est une surprise pour les pékinologues. Il a été l'un des principaux défenseurs de la politique « Zéro Covid » adoptée par Xi et a supervisé les Jeux olympiques d'hiver de 2022.

Ding Xuexiang (60 ans). Peu connu du public. Homme de confiance de Xi Jinping, il était son secrétaire politique en 2007 quand ce dernier dirigeait le parti à Shanghai et l'a suivi, devenant secrétaire privé et garde-barrière lorsqu'il a pris la tête du pays.

Li Xi (66 ans). Membre de longue date du cercle intime de Xi. Il a gravi les échelons du parti dans diverses provinces. Il est aujourd'hui chef du parti au Guangdong (où se trouve Canton), étant responsable du développement de la région de la Grande Baie, le plan directeur de Xi pour une puissance économique qui intègre neuf villes chinoises avec Hong Kong et Macao.

En matière de pouvoir personnel, Xi Jinping est souvent décrit comme un nouveau Mao Zedong. C'est une erreur d'optique. Non seulement ils appartiennent à deux époques historiques différentes, mais l'équipe qui accède au pouvoir dans le PCC en 1935, durant la grande retraite de la Longue Marche, n'était pas constituée d'hommes liges, tant s'en faut. Mao a su rassembler des cadres éprouvés, de fortes personnalités, souvent à la tête de corps d'armée, venus d'horizons variés. Plusieurs d'entre eux s'étaient même opposés à lui lors des multiples batailles fractionnelles qui avaient déchiré le PCC.

L'intronisation constitutionnelle

Des modifications constitutionnelles ont été introduites pour élever encore le statut personnel de Xi Jinping et de sa « pensée ». Le congrès a approuvé des amendements, dont les « Deux Établissements » et les « Deux Sauvegardes », visant à inscrire Xi au cœur du parti et sa pensée politique comme idéologie sous-jacente. Critiquer Xi ou mettre en doute la validité de son discours devient une atteinte à la Constitution !

Le culte de la personnalité de Xi atteint des sommets délirants, comme celui de Mao à l'aube de la Révolution culturelle (1966-1969). La résolution adoptée lors de la réunion plénière du comité central de novembre 2021 affirmait déjà, concernant Xi, que les temps présents représentaient « l'épopée la plus magnifique de l'histoire de la nation chinoise sur des millénaires », « le socialisme à la chinoise [étant] entré dans une nouvelle ère » depuis son accession au pouvoir. Que sa « pensée est la quintessence de la culture et de l'âme chinoises » et dont la présence au « cœur » du parti « est d'une importance décisive (...) pour promouvoir le processus historique du grand renouveau de la nation chinoise ».

A l'origine du culte de Mao se trouve la volonté d'opposer une autorité chinoise au culte de Staline qui servait à régimenter l'Internationale communiste, mais une fois que l'on a une telle arme entre les mains, on s'en sert aussi pour régler des comptes ou renforcer sa main dans les combats fractionnels, qu'ils aient un contenu politique (ils en avaient souvent à l'époque) ou pas. Quant à la « pensée », celle de Xi n'est pas dans la continuité de celle de Mao. Bien qu'il n'ait jamais réussi à apprendre une langue étrangère et n'ait pas voyagé comme l'on fait tant de révolutionnaires asiatiques, Mao lisait ce qu'il trouvait en traduction, et « subissait » de multiples influences intellectuelles, chinoises, régionales ou occidentales. Ses œuvres officielles sont plutôt rébarbatives, mais de nombreux documents internes du parti ont été rendus publics durant la Révolution culturelle et s'avèrent bien plus vivants. N'étant pas sinologue, j'hésite à m'aventurer en ce domaine, mais certains jugent qu'il avait une conception de l'histoire imprégnée de taoïsme ; toujours est-il qu'il était convaincu que les sociétés n'évoluent que sous l'impact de ses contradictions internes et donc des luttes sociales. Invoquer les contradictions peut évidemment conduire au meilleur comme au pire, ce qu'illustre l'histoire du Grand Timonier.

Masculinisme

Le comité permanent du bureau politique ne comprenait aucune femme ; cela reste le cas. Cependant, depuis 1997, il y en avait toujours une au BP (et même deux, durant une courte période). Un système de quotas avait été établi exigeant la présence d'au moins une cadre à tous les niveaux inférieurs de direction, ce qui a contribué à alimenter un flux faible, mais régulier de candidates.

Aujourd'hui, le bureau politique (24 membres) est intégralement masculin, Sun Chunlan, dite la tsar du Covid, n'a été ni réélue ni remplacée. Selon la journaliste du *Guardian*, Emma Graham-Harrison [2], en plus de 70 ans, elle était l'une des trois seules femmes à être montée aussi loin dans l'appareil du parti sur la base de son activité propre, sans être l'épouse d'un homme puissant ou un « outil de propagande » ! Le bruit courrait pourtant qu'une autre femme serait intégrée au BP (les noms de deux candidates circulaient). Sur une liste de 205 membres du nouveau comité central avec droit de vote rendue publique le 22 octobre ne se trouvaient que 11 femmes.

Le PCC a près de cent millions de membres, mais moins d'un tiers sont des femmes et cette proportion décline à chaque étape de la hiérarchie. Quand Xi Jinping a commencé à réprimer systématiquement les organisations de la société civile, il a particulièrement ciblé des féministes qui,

pourtant, ne représentaient aucun danger. De façon générale, le durcissement du pouvoir de Xi s'accompagne d'une évolution proprement réactionnaire sur les questions dites de société. Pour accroître le taux de fécondité sur le déclin, il exerce une pression à l'encontre de la jeunesse qui résiste à ses injonctions. On peut craindre dans ces conditions que les droits reproductifs ne soient un jour remis en cause.

Comme conclut Emma Graham-Harrison, citant Hsiu-hua Shen, professeure de sociologie à Taïwan, « une chose que l'on peut affirmer sans risque, c'est qu'en l'absence de femme à la direction, les questions relatives aux femmes seront sous-représentées. »

Restent les problèmes

Xi Jinping réélu restent les problèmes auxquels son régime va être confronté.

Deux chiffres illustrent l'ampleur des transformations socio-économiques durant la période précédente :

- La Chine et les Etats-Unis trustent plus de la moitié des milliardaires dans le monde. Ils étaient 1.058 pour la Chine (32,8% du total mondial) et 696 pour les Etats-Unis (21,6%) [3].
- Il en va de même concernant les entreprises figurant dans le classement Fortune Global 500 (2020). En tête, la Chine avec 124 entreprises (24,8% du total) talonnée par les Etats-Unis avec 121 entreprises (24,2%). [4]

Le dynamisme économique interne de la Chine s'épuise si l'on en croit les données suivantes, pour une part tirées d'un article de la journaliste Helen Davidson [5].

- *Chute de la croissance du produit intérieur brut.* Après avoir doublé de 2012 à 2021, la croissance ralentit fortement au point que, pour la première fois en trente ans, elle a été inférieure à celle de la région Asie-Pacifique.
- *Les inégalités sociales.* Durant la même période, selon les chiffres de la Banque mondiale, le revenu national brut par habitant a lui aussi doublé pour atteindre 11 890 dollars en 2021. L'an dernier, le PCC a déclaré avoir éradiqué la pauvreté absolue dans le pays. Néanmoins, les inégalités de revenus restent élevées et l'épidémie de Covid a eu de nombreuses implications pour les travailleurs chinois, en particulier celles et ceux qui migrent vers les villes loin de leur village d'origine. Le niveau des protections sociales étant très faible, les ménages sont conduits à épargner au maximum. Le taux de chômage structurel dépasse les 5% depuis 2019. Selon le Bureau national des Statistiques, il a atteint en 2019 le niveau record de 19,9% concernant la tranche d'âge des 16-24 ans.
- *La crise du marché immobilier.* Le secteur immobilier a capté une grande partie des investissements. Selon l'économiste Mary-Françoise Renard [6] (The Conversation, 18 octobre), au sens strict, il représente 14 % du PIB, mais 30 % si l'on inclut les secteurs concernés en amont (le ciment ou l'acier par exemple) et en aval (la décoration, l'ameublement). L'interdépendance est très forte entre ces secteurs, ce qui les fragilise en cas de difficultés. C'est précisément ce qui arrive aujourd'hui. L'urbanisation et la nécessité d'être propriétaire pour pouvoir se marier ont stimulé la demande, mais encouragé aussi la spéculation et la surproduction. La crise immobilière a des conséquences sociales profondes : nombre de personnes ont placé leurs économies dans l'achat d'appartements qui ne seront peut-être jamais construits ou dans des villes nouvelles qui resteront fantomatiques. Elle se répercute sur le secteur financier tout entier et une crise de la dette menace.

Le gouvernement national ou les gouvernements locaux interviennent parfois massivement pour éviter la faillite des promoteurs, mais cela ne règle rien au fond.

- *La crise démographique.* Elle se dessine en Chine, comme dans une grande partie de l'Asie orientale. Malgré tous ses efforts, le pouvoir n'a pas réussi à inverser la tendance à la baisse des taux de natalité ; en 2021, il est tombé à son niveau le plus bas depuis 61 ans, les jeunes dénonçant le coût élevé de la vie, l'inégalité des rôles entre les sexes, la stagnation des perspectives de carrière et le manque de services d'aide à la maternité. De moins en moins de personnes se marient chaque année.

Les conflits interimpérialistes

Le recentrage asiatique accompli par Joe Biden et l'invasion russe de l'Ukraine sont de fort mauvaises nouvelles pour Xi Jinping. Il n'est pas possible de développer cette question dans le cadre de cet article, mais la période d'expansion triomphaliste de la puissance chinoise semble close. Xi n'a pas réussi à obtenir de Poutine qu'il infléchisse sa politique jusqu'au-boutiste alors qu'elle risque d'avoir d'importantes conséquences sur l'influence chinoise en Europe orientale et occidentale.

Les Philippines, après le retour au pouvoir du clan Marcos, resserrent leurs liens avec Washington. Dans le Pacifique sud Pékin avaient signé un accord stratégique aux îles Salomon - elles ont néanmoins intégré le 20 septembre l'initiative dite de « Partenariat américain pour le Pacifique » auquel participent déjà quinze États de la région, dont les îles Cook et la Papouasie-Nouvelle-Guinée [7].

Malgré des investissements considérables, la Chine n'arrive pas à combler son retard dans le domaine clé des semi-conducteurs haut de gamme. Joe Biden fait dorénavant tout pour l'empêcher d'acquérir ou de développer certaines technologies de pointe. Cependant, le degré d'interdépendance des économies reste tel que la « déchirure » sino-étasunienne ne va pas de soi. Les entreprises transnationales du bloc occidental voient d'un très mauvais œil le renforcement du contrôle politique exercé par Pékin sur les investissements, mais ne veulent pas non plus réduire leurs profits en relocalisant leur production aux Etats-Unis comme l'exige Biden...

Xi Jinping a rompu tous les canaux de coopération avec Washington, y compris en matière de santé ou de changement climatique - des domaines qui devraient pourtant échapper aux logiques d'affrontement entre puissances. Sa « pensée » ne va pas jusqu'à assimiler deux des crises majeures qui menacent notre monde.

Pierre Rousset

P.-S.

- Article écrit pour le prochain numéro de l'Anticapitaliste hebdo (le lien sera placé dès qu'il sera en ligne). Il ne contient donc pas d'éventuelles corrections.

Notes

[1] Pierre Rousset, « Xi Jinping : de la dictature du Parti unique à la dictature de la clique unique, ESSF (article 64355), [Xi Jinping : de la dictature du Parti unique à la dictature de la clique unique](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64355) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64355>

[2] Emma Graham-Harrison, Women pushed even further from power in Xi Jinping's China, 23 octobre 2022, The Guardian. Ce chapitre sur le masculinisme s'inspire largement de cet article :
<https://www.theguardian.com/world/2022/oct/16/xi-jinping-speech-opens-china-communist-party-congress>
Disponible sur ESSF (article 64417), [Women pushed even further from power in Xi Jinping's China](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64417) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64417>

[3] Hurun Global Rich List 2021. Cité par Michael Pröbsting, Russia : An Imperialist Power or a "Non-Hegemonic Empire in Gestation" ? A reply to the Argentinean economist Claudio Katz An Essay (with 8 Tables), 11 août 2022, New Politics :
<https://newpol.org/russia-an-imperialist-power-or-a-non-hegemonic-empire-in-gestation-a-reply-to-the-argentinean-economist-claudio-katz-an-essay-with-8-tables/>

[4] Fortune Global 500 (2020). Cité par Michael Pröbsting. Op. cit.

[5] Helen Davidson, China's Communist party congress : everything you need to know, 14 octobre 2022, The Guardian :
<https://www.theguardian.com/world/2022/oct/14/chinas-communist-party-congress-everything-you-need-to-know>
Disponible sur ESSF (article 64334), [China's Communist party congress : everything you need to know](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64334) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64334>

[6] Mary-Françoise Renard, « XX^e congrès du PCC : le modèle économique chinois est-il compatible avec les ambitions de puissance et de modernité ? », 18 octobre 2022, The Conversation :
<https://theconversation.com/xx-congres-du-pcc-le-modele-economique-chinois-est-il-compatible-avec-les-ambitions-de-puissance-et-de-modernite-192694>
Disponible sur ESSF (article 64411), [XX^e congrès du PCC : le modèle économique chinois est-il compatible avec les ambitions de puissance et de modernité ?](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64411) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64411>

[7] Pierre-Antoine Donnet, « Taïwan : les tensions entre Chine et États-Unis se radicalisent », 10 octobre 2022, Asialyst :
<https://asialyst.com/fr/2022/10/05/tensions-chine-etats-unis-taiwan-radicalisent/>
Disponible sur ESSF (article 64365), [Taïwan : les tensions entre Chine et États-Unis se radicalisent](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64365) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64365>